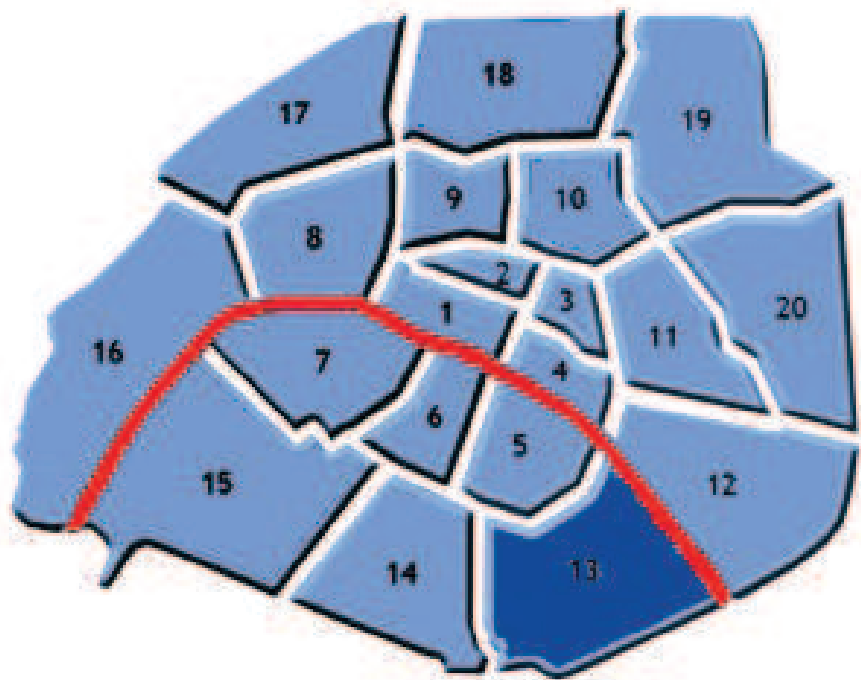




DIAGNOSTIC TERRITORIAL
DU 13^E ARRONDISSEMENT
JUIN 2016



DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET FICHES DÉFI : 13ÈME ARRONDISSEMENT

EQUIPE PLURIPROFESSIONNELLE DE DIAGNOSTIC

Valérie Lalière : Pilote CTG 13ème - Responsable des interventions sociales au centre de gestion Nationale

Annick Bardon : Responsable de la mission Logement

Clara Bourdon : Assistante sociale au centre de gestion Nationale

Virginie Bouzidi-Laquis : Assistante sociale au centre de gestion Nationale

Véronique Arnould : Responsable des centres sociaux Caf sur le 13ème arrondissement

Tristan Ruff : animateur socio-éducatif au centre social Chevaleret

Alessandra Soleilhac : Conseillère technique à la mission Jeunesse Temps Libre

Cindy Verger : Etudiante en contrat de professionalisation à la Mission AVS et parentalité

Julien Ramirez : étudiant du projet collectif Sciences Po

Travailler sur l'insertion sociale le plus en amont possible - du parcours scolaire à l'insertion socio-professionnelle, prévenir les situations d'exclusion de la jeunesse

DIAGNOSTIC

L'implantation de nombreuses structures universitaires et l'arrivée massive d'étudiants sur le territoire à l'horizon 2020 donnent à voir la jeunesse comme un enjeu majeur de l'arrondissement, surtout en termes de logement. De plus les jeunes du 13ème arrondissement sont plus sensibles aux situations de précarité que dans le reste de la capitale. Ils vivent en moyenne avec moins de revenus, connaissent une situation professionnelle plus précaire et sont moins autonomes dans le Sud de l'arrondissement. De plus, malgré une forte présence des dispositifs éducatifs, le taux d'échec scolaire et le niveau de décrochage sont légèrement supérieurs à ceux de Paris.

Les travailleurs sociaux font également le constat d'une faiblesse de la mobilisation des jeunes autour des structures d'animation mises à leur disposition. Enfin la question des jeunes dans l'espace public revient régulièrement. D'un côté elle fait l'objet d'une crainte de la part de certains habitants vis-à-vis d'une réappropriation problématique des espaces urbains, et de l'autre, elle est comprise comme un levier d'action pour les pouvoirs publics afin de mieux adapter l'espace public aux usages qui en sont faits par la jeunesse dans un cadre sportif ou culturel.

Une autre dimension majeure du diagnostic social du 13ème et qui recoupe les problématiques liées à la jeunesse est celle de la famille. En effet l'arrondissement se caractérise par la forte présence de familles monoparentales souvent en situation d'isolement et dont 1/3 d'entre elles vit sous le seuil de bas revenus. Prendre en compte cette dimension c'est élargir la question de la jeunesse au noyau familial à partir duquel elle se construit. Car les familles monoparentales ont à charge de nombreux jeunes enfants sur le territoire mais sont elles-mêmes de plus en plus jeunes.

RÉPONSES EXISTANTES

Le 13ème arrondissement bénéficie de 7 centres d'animation, de 4 centres sociaux dont deux en gestion directe par la Caf, d'un Lieu d'Accueil Innovant et d'un Espace Jeunes. En termes de logement, de nombreuses structures sont présentes sur l'arrondissement. Elles tendent à répondre à la tension du marché immobilier parisien dont pâtissent les jeunes actifs et étudiants: Foyers Jeunes Travailleurs, centres d'hébergement et résidences étudiantes se multiplient au gré des opérations d'urbanisme.

Il existe aussi dans le 13ème arrondissement un réseau dense de professionnels qui, dans les établissements scolaires, les clubs de prévention et les associations, travaillent en profondeur sur la question du décrochage scolaire.

Concernant la faible mobilisation des jeunes sur les structures qui leur sont dédiées et le non-recours aux dispositifs, les acteurs du social

travaillent de plus en plus sur de nouveaux supports de communication (réseaux sociaux, sms, etc...); assouplissent les horaires de certains espaces; développent des actions hors-les-murs pour aller chercher les jeunes dans l'espace public et composer avec eux (et non pour eux) de nouvelles actions. Quant aux familles du 13ème arrondissement, celles-ci bénéficient d'une bonne couverture des besoins en modes d'accueil de la petite enfance. Un travail conséquent est, de plus, réalisé par certaines associations afin de renouer les liens entre les familles et l'école mais aussi pour développer les liens de proximité entre familles isolées. En effet, la stabilisation d'une situation familiale concoure à une insertion scolaire puis socio-professionnelle réussie.

LEVIERS

- Les CLAS et les dispositifs de réussite éducative constituent sur le territoire du 13ème une réponse à développer en matière de “stabilisation” du parcours scolaire tout en associant les parents au processus
- L'intégration par la culture telle que pratiquée dans les activités par les centres d'animations mais aussi par certaines associations comme Macao Ecritures qui pratique l'art-thérapie, permet de “recoudre” du lien social, de créer des “sas” de décompression pour les jeunes entre la vie familiale et la vie scolaire
- L'AFEV est une association de lutte contre les inégalités sociales et de promotion de l'engagement citoyen des jeunes étudiants. Son programme Kaps (Kollocation A Projets Solidaires) permet à des étudiants de trouver un logement en collocation à prix très abordable dans un quartier populaire, en échange de leur engagement autour d'un projet solidaire au sein même de ce quartier.
- Dans le domaine de la prévention, les équipes d'éducateurs de rue d'Arc 75 sont à même d'adapter leur accompagnement éducatif à la réalité de l'environnement dans lequel évoluent ces jeunes.
- Le LAI 13 travaille quant à lui sur la gestion de projets (associatifs, humanitaires, artistiques, etc...) réalisés par des jeunes entre 14 et 21 ans dans l'intérêt de les responsabiliser et de les inscrire au sein d'un réseau de professionnels dans une dynamique d'insertion socio-professionnelle

EXEMPLE D'INITIATIVES ET D'EXPÉRIENCES

D'après une étude ethnographique menée par Véronique Bordes sur les évolutions de la politique de la jeunesse à Saint-Denis, on constate que la restructuration du service jeunesse en 1997 a eu pour effet une modification de la circulation des jeunes. Ces derniers s'inscrivent dans l'espace urbain de façon aléatoire et non maîtrisée par cette nouvelle politique. Au lieu de contenir la jeunesse dans des antennes décentralisées, cette politique a eu l'effet inverse. Cela montre que les jeunes savent et peuvent se réapproprier les cadres institutionnels établis selon leurs besoins. On ne peut donc pas envisager une politique de la jeunesse qui tenterait de faire entrer le public jeune dans des cadres préétablis. On ne fait pas pour la jeunesse, on fait avec elle.

PRÉCONISATIONS

- Ouvrir l'espace public: mieux identifier l'espace des jeunes sur le territoire mais aussi le temps de l'appropriation de cet espace afin de trouver des horaires adaptés et d'encourager l'appropriation de l'espace public à travers des activités culturelles et sportives
- Assouplir les procédures administratives en fonction des besoins des jeunes et rendre l'offre plus lisible en adaptant les supports de communication et en accompagnant ces jeunes au cours de leurs démarches administratives
- Développer l'offre en matière de logement en encourageant les bailleurs sociaux et privés à accepter la collocation, à proposer des offres de logements supplémentaires dans le cadre de la rénovation urbaine du 13ème arrondissement, et en encourageant des formes innovantes et alternatives de partage de logement
- Agir sur la parentalité afin de renforcer l'accompagnement à la scolarité: Renforcer les liens parents-enfants, mais aussi les liens entre parents et adolescents qui ne sont pas assez pris en compte, et les liens entre les familles et l'école afin d'assurer un meilleur suivi scolaire dans les dispositifs existants
- Soutenir l'intégration sociale par l'insertion socio-professionnelle, par l'engagement associatif et le volontariat et par les usages du numérique

ACTEURS

- Centres d'animation
- Ecoles et collèges
- LAI et espaces jeunes
- Acteurs associatifs (AFEV, Arc 75, etc...)
- Mission Locale
- Bailleurs sociaux
- ASV

L'accès aux droits - S'appuyer sur la richesse partenariale et le tissu associatif pour dépasser le manque de lisibilité de l'offre de services sociaux sur le territoire

DIAGNOSTIC

La question de l'accès aux droits est centrale pour tout Paris et le 13ème arrondissement en particulier. Elle a été évoquée par l'ensemble des acteurs que nous avons rencontrés. Le processus de dématérialisation des services publics met l'action sociale face au défi de l'accès aux droits pour les personnes en situation de précarité numérique, qui n'ont pas accès aux outils numériques ou au services de téléphonie pour une raison de coûts financiers ou de manque de connaissances sur l'usage de ces outils. De plus, l'extrême richesse de l'offre proposée par des structures associatives, municipales, ou Caf peut paradoxalement constituer un frein à l'accès aux droits lorsque celle-ci n'est pas rendue lisible pour les premiers concernés (les jeunes notamment).

Il a également été noté un problème de traitement des dossiers Caf dont la lenteur peut parfois rebuter certaines personnes à recourir à leurs droits. La barrière de la langue, les justificatifs manquant aux dossiers des allocataires, les transferts de dossiers qui peuvent engendrer du retard sur les prestations, le dispositif administratif de domiciliation qui écarte de l'action sociale les personnes "sans domicile stable", la ligne téléphonique payante de la Caf qui incite les bénéficiaires à se rediriger vers des acteurs associatifs, etc... sont autant de facteurs qui, s'ils ne font pas l'objet d'une attention renouvelée, peuvent contribuer à l'augmentation du non-recours. Ce non-recours concerne également les services sanitaires. Les populations du 13ème arrondissement ne recourent pas toujours aux équipements de soins, pourtant nombreux sur le territoire.

RÉPONSES EXISTANTES

Afin de répondre à la question de l'accès aux droits, de nombreux dispositifs sont mis en place dans le domaine de l'inclusion numérique. Emmaüs Connect travaille ainsi sur cette question en faisant de l'accompagnement direct à la personne, en proposant des formations de base sur les usages numériques. Elle identifie les besoins sur le territoire, forme les professionnels de l'action sociale aux usages du numérique et met à disposition du public des plateformes d'accès aux droits. Emmaüs Connect travaille aussi en collaboration avec les Espaces Public Numériques.

Au-delà de la question de l'inclusion numérique, le Pacte parisien de lutte contre la grande exclusion s'intéresse à développer les dispositifs d'accès aux droits, avec la mise en place entre 2015 et 2017 de 3000 rendez-vous des droits chaque année, portés par la Caf à destination des publics les plus fragilisés, l'élaboration d'un schéma

départemental de la domiciliation ou bien la simplification des procédures administratives.

Agissant plus localement sur le 13ème arrondissement, le Point d'Accès aux Droits sur le boulevard Kellermann accompagne les allocataires dans leurs démarches administratives. Enfin la question des besoins linguistiques est traitée en partie par des ateliers proposés par un secteur associatif assez dense. Néanmoins, ces besoins linguistiques sont plus importants que l'offre dont dispose le territoire du 13ème arrondissement.

LEVIERS

- La Fédération Nationale des Associations d'accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS) d'Île-de-France regroupe de nombreuses associations autour d'un projet commun reposant sur des valeurs de solidarité, d'égalité, de lutte contre les exclusions et de respect de la personne. Elle constitue un acteur de premier plan dans la lutte pour l'accès aux droits, dont les liens avec la Caf ne semblent pas encore assez étoffés.
- De même les lignes directrices édictées dans le Pacte parisien de lutte contre la grande exclusion représentent un levier majeur de l'accès aux droits.
- Les conseils de quartier et conseils citoyens sont autant d'espaces de démocratie participative au sein desquels peut émerger une réflexion citoyenne sur les besoins en termes d'accès aux droits.
- La localisation récente d'Emmaüs Connect dans le 13ème arrondissement peut s'avérer être un point d'appui efficace pour soulever au niveau local des problématiques liées à la précarité numérique
- Les formations linguistiques proposées par différents acteurs associatifs sont également à développer.

EXEMPLE D'INITIATIVES ET D'EXPÉRIENCES

Les Pays-Bas ont adopté une logique "proactive de l'accès aux droits" en détectant les potentiels bénéficiaires de prestations. Ce modèle a démontré son efficacité en s'appuyant sur une co-production des services sociaux avec les citoyens. Des outils numériques ont aussi été mobilisés à cet effet afin de croiser les données sur les citoyens éligibles aux prestations, certains recevant même des aides sociales sans avoir eu à initier une démarche auprès de l'administration. Il s'agit donc d'aller vers le bénéficiaire et non

plus d'attendre que le bénéficiaire se dirige de lui-même vers les services qui lui sont dédiés.

En revanche, lorsque l'on regarde du côté de la France, on s'aperçoit que le problème de l'accès aux droits repose en grande partie sur la perspective selon laquelle l'existence de difficultés d'accès aux droits n'est pas due à l'organisation de l'administration mais à un défaut d'informations dont le citoyen est responsable¹. Bien que des évolutions aient été réalisées dans le sens d'une plus grande implication du citoyen dans la construction de l'action sociale, l'exemple des Pays-Bas montre que cette approche est à approfondir dans le cadre des possibilités ouvertes par une CTG.

PRÉCONISATIONS

- Avoir la possibilité pour les partenaires de solliciter des interlocuteurs Caf
- Multiplier et optimiser les moments d'échange avec les bénéficiaires de prestations et les professionnels de l'action sociale afin de communiquer sur les évolutions des procédures administratives et de co-construire avec ces acteurs d'autres évolutions possibles
- Renforcer la complémentarité des acteurs du social
- Développer des outils de communication mieux adaptés à la situation des publics
- Former les travailleurs sociaux à la question de la précarité numérique et multiplier les espaces propices à l'accueil et à la formation numérique des usagers
- Associer les acteurs de la médiation numérique au processus de dématérialisation de certains services publics le plus en amont possible
- Assouplir les horaires des structures d'accueil afin d'en faciliter l'accès
- Développer un accompagnement plus personnalisé des bénéficiaires dans une démarche "d'aller vers" qui permettrait de faire ressortir les besoins en matière d'accès aux droits

ACTEURS

- FNARS
- Acteurs de la médiation numérique
- Conseils de quartier/conseils citoyens
- Caf de Paris
- Centres d'animation
- Collectivité parisienne

Profiter de la mixité sociale et intergénérationnelle de l'arrondissement pour développer le vivre-ensemble à l'intérieur des quartiers ?

DIAGNOSTIC

Il existe sur le 13ème arrondissement une forte mixité sociale, culturelle et intergénérationnelle: au niveau des CSP, on constate la présence d' 1/3 de cadres et d'1/3 d'ouvriers et d'employés. La population issue de l'immigration concerne de l'ensemble de la population. Quant à la mixité intergénérationnelle, on trouve sur l'arrondissement 1 habitant sur 5 qui a moins de 20 ans et la même proportion pour les plus de 60 ans.

Enfin la présence sur le territoire de familles en grands nombres, dont une partie est constituée de foyers monoparentaux plus sensibles à l'exclusion sociale ajoute au contraste socio-démographique du territoire. De manière générale, le 13ème compte plus de jeunes, plus de classes populaires et plus de personnes issues de l'immigration et plus de familles monoparentales qu'à Paris.

Mais ce qui, dans les chiffres, témoigne d'un brassage de populations aux expériences très différentes, ne s'applique pas forcément dans les faits, et l'on s'aperçoit que la cohabitation de ces populations n'induit pas le partage de ces expériences différentes. Certains quartiers

comme celui de Kellerman sont symptomatiques de cette situation. A l'intérieur d'une cité d'habitat social sur la rue de l'Amiral Mouchez cohabitent une population âgée (notamment avec la présence de l'EHPAD) et une population plus jeune issue de l'immigration, composée de nombreuses familles monoparentales et de jeunes enfants qui occupent l'espace public tard le soir, ce qui peut entraîner des situations de conflit.

De plus la question des familles monoparentales est centrale pour l'arrondissement et la situation d'isolement à laquelle sont confrontées un grand nombre de foyers monoparentaux précarisés constitue un frein majeur à la mixité sociale au sein des quartiers.

RÉPONSES EXISTANTES

Les conseils de quartier et conseils citoyens constituent des relais entre les institutions locales et la population au sein desquels les habitants peuvent débattre et s'engager sur la politique de leur ville. Il existe actuellement 8 conseils de quartier et un conseil citoyen sur le 13ème arrondissement. Les 4 centres sociaux et les 7 centres d'animation participent aussi à construire une atmosphère de vivre-ensemble à travers leurs cours de sport et leurs ateliers artistiques.

L'art est également un moyen pour les habitants de s'approprier leur quartier différemment avec l'opération "Street Art 13" qui donne à l'arrondissement des allures de galerie d'art à ciel ouvert. Sont également mis à disposition des habitants dans certains quartiers des jardins partagés qui permettent de "cultiver" une expérience commune autour de l'agriculture.

A cela s'ajoute un tissu associatif très dense se concentrant sur la question du vivre-ensemble. Cependant on peut noter que l'aménagement de l'espace urbain n'est pas toujours propice à l'organisation d'évènements collectifs et à des situations de partage entre habitants au quotidien. En effet la résidentialisation de certains quartiers tend à séparer l'espace par des grilles et restreint l'appropriation de la ville par ses habitants. En outre, le vivre-ensemble tel qu'on l'entend ne s'impose pas de lui-même. Dans le cadre d'une cité comme celle de Kellermann, les fêtes de quartier et autres grands rassemblements ludiques ne sont pas particulièrement prisés en raison de disparités socio-démographiques très fortes.

LEVIERS

- Le développement du vivre-ensemble est au coeur de l'activité de nombreuses associations comme Le Pari Solidaire dont le leitmotiv est le lien intergénérationnel. Il a pour objectif de faire cohabiter jeunes actifs et personnes âgées dans des collocations
- La délimitation des QPV et la présence d'une Equipe de Développement Local qui permettent de renforcer les moyens du droit commun et la coordination des acteurs du social sont des atouts majeurs dans le développement de projets associatifs sur le thème du vivre-ensemble
- Une autre action innovante en matière de vivre-ensemble est celle menée par l'association Macao Ecritures qui travaille au moyen de l'art-thérapie et de la médiation culturelle sur la reconstitution de liens sociaux à l'intérieur des quartiers. L'Escale, Espace de Vie Sociale porté par cette association au sein du quartier Kellermann, illustre cette action.
- L'association Ma Ressourcerie participe également à une mission de cohésion sociale tout en mobilisant les habitants du 13ème arrondissement sur les questions de développement durable et recyclage
- L'association Arfog-Lafayette travaille sur les liens entre les jeunes et les familles monoparentales
- La Compagnie à l'Affût qui utilise le théâtre comme outil de construction de liens sociaux au sein des familles, part du levier familial pour développer les capacités d'agir des citoyens et les encourager à investir les structures dédiées à la participation démocratiques (conférences populaires, conseils citoyens, etc...) sur le territoire.
- Les centres d'animation et les centres sociaux, de par leurs missions socio-culturelles et le public qu'ils ont déjà fidélisé, sont les structures historiques sur lesquelles s'appuyer pour innover dans le domaine du vivre-ensemble

EXEMPLE D'INITIATIVES ET D'EXPÉRIENCES

Les accorderies sont des systèmes d'échange local qui ont pour objectif de lutter contre l'exclusion et d'entretenir le lien social local en créant des dispositifs de partage de services qui rassemblent les citoyens de toutes classes sociales, tranches d'âge ou sexes différents. Le système est le suivant: chaque adhérent de l'accorderie (ou Accordeur(e)) met à disposition des autres accordeurs une offre de services selon ses compétences et savoir-faire. Une heure de service rendu équivaut par la suite à une heure de reçu et ces heures sont comptabilisées dans une "banque de temps". La nature des services rendus n'est pas hiérarchisée ce qui entretient un principe d'égal accès pour tous au système d'échange. Les accorderies ont été initiées au Québec et commencent à se développer à Paris (dans les 14ème, 18ème, 19ème et 20ème arrondissements) où elles attirent de plus en plus "d'accordeurs" et permettent aux habitants de redécouvrir leur quartier aux prismes de leurs échanges.

PRÉCONISATIONS

- Favoriser l'intégration par la promotion d'activités culturelles au sein des structures présentes sur le territoire ou bien hors-murs.
- Développer des moments d'échanges interculturels pour promouvoir les cultures du monde et partager les expériences des populations issues de l'immigration
- Encourager le développement d'un mobilier urbain à vocation ludique et festive
- Encourager l'appropriation de l'espace public par des fêtes de quartier, l'investissement des squares et des espaces verts
- Développer les systèmes d'échange local comme les accorderies ou les systèmes de recyclages de produits d'occasion et bon marché afin de promouvoir l'existence de commerces de proximité reposant sur des principes de solidarité et de développement durable.

ACTEURS

- Acteurs associatifs
- Conseils de quartier/conseils citoyens
- Acteurs de l'économie sociale et solidaire
- Caf de Paris
- Collectivité parisienne
- Centres sociaux

Rompre les fractures socio-spatiales entre le Nord et le Sud

DIAGNOSTIC

Un constat marquant de la configuration des inégalités sociales sur le territoire du 13ème arrondissement est l'existence d'une ligne de "fracture" le long du boulevard Vincent Auriol entre un Nord relativement plus riche (notamment les quartiers administratifs Croulebarbe et Salpêtrière) et un Sud plus populaire (Maison Blanche à l'Ouest et Gare à l'Est), au sein duquel se trouvent les Quartiers Politiques de la Ville: Kellermann-Paul Bourget, Masséna-Villa d'Este, Nationale-Clisson et Bédier-Oudiné. Ces quartiers comptent un plus grand nombre d'ouvriers et d'employés, dépassant largement la moyenne parisienne, de populations issues de l'immigration et de personnes en situation précaire. Les habitants du Sud 13ème sont moins diplômés et les enfants plus enclins à sortir du système scolaire.

Une autre fracture s'opère, cette fois-ci entre l'Ouest et l'Est: L'Ouest présente une population plus âgée, notamment autour du quartier de Kellermann et de la ZAC Rungis, alors que l'Est, au sein du quartier de la Gare, est plus dynamique en termes de démographie, attirant de plus en plus de populations jeunes, des

étudiants notamment, qui fréquentent les structures universitaires elles-mêmes de plus en plus importantes..

Ces disparités territoriales posent problème lorsqu'elles freinent le mélange des populations de l'arrondissement. Elles renforcent la présence de "poches de pauvreté" qui deviennent des zones d'enclavement. Ces fractures limitent ainsi le déplacement des populations d'un quartier à l'autre, et donc leur accès à certaines structures. Quant aux personnes âgées vivant dans l'Ouest du territoire, elles témoignent d'un isolement qui n'est pas seulement individuel mais aussi et surtout collectif.

RÉPONSES EXISTANTES

Afin de répondre à ces problématiques, les aménagements prévus dans le cadre des rénovations urbaines sur les quartiers Politique de la Ville mais aussi dans la ZAC Paris Rive Gauche associent à la transformation physique de l'espace urbain un objectif de mixité sociale en diversifiant les formes d'habitat.

Une autre fonction que recouvre cette rénovation est l'ouverture des quartiers enclavés sur le reste du territoire dans un souci de "banalisation urbaine", c'est-à-dire, de faire de ces quartiers "des quartiers comme les autres". L'accessibilité entre les quartiers, déjà soutenue par une offre de transport très riche, va également être renforcée par les travaux réalisés dans le cadre du Grand Paris Express avec le prolongement de la ligne de métro 14 qui permettra d'élargir le bassin d'emplois de façon conséquente.

A cela s'ajoute les actions mises en place dans le cadre de l'animation sociale des quartiers. En effet, le centre d'animation du quartier des Grands Moulins (Paris Rive Gauche) et celui d'Oudiné (en Quartier Politique de la Ville) proposent des actions communes afin de rapprocher les publics du Sud et ceux du Nord de l'arrondissement qui ne se rencontrent jamais. Dans la même approche, le Lieu d'Accueil Innovant 13 s'est délocalisé plus au centre du 13ème afin de capter un public plus diversifié et de mener son action sur un territoire élargi.

LEVIERS

- Les centres d'animation et les centres sociaux de l'arrondissement constituent un levier majeur du rapprochement des quartiers en proposant des activités communes à leurs différentes populations
- Certaines associations travaillent aussi sur le lien intergénérationnel dans le but de casser l'isolement collectif des personnes âgées comme Batik International ou le Pari Solidaire. Cette association mène par ailleurs des actions en partenariat avec les villes situées au Sud de l'arrondissement comme Ivry afin de trouver d'autres opportunités de logement pour les populations arrivants dans le 13ème arrondissement.
- Les rénovations urbaines sont une opportunité essentielle en termes d'ouverture des quartiers "pauvres"
- La délimitation des QPV et le travail de l'Equipe de Développement Local permettent aux quartiers du Sud 13ème de bénéficier d'une action sociale adaptée à la situation des jeunes précaires

EXEMPLE D'INITIATIVES ET D'EXPÉRIENCES

La politique de rénovation urbaine en France s'est intéressée à résorber les inégalités sociales en jouant uniquement sur la transformation physique de la ville sans que les habitants n'aient été réellement associés au processus décisionnel. Afin d'impliquer les citoyens plus en profondeur sur l'aménagement de leur quartier, et les sensibiliser à la réduction il s'agirait de réintroduire de la participation. Le programme de rénovation urbaine Soziale Stadt en Allemagne peut être pris en exemple. Celui-ci depuis 1999, vise à généraliser des formes d'auto-réhabilitation des quartiers délabrés à travers l'économie sociale et solidaire et à introduire de nouveaux modes de gouvernance participative: On encourage les habitants à participer à la fois au débat et à la concertation ainsi qu'à l'action en mettant en place des structures d'intermédiation afin d'associer à la décision les populations qui n'y étaient pas sociologiquement prédisposées.

PRÉCONISATIONS

- Développer des actions communes entre des structures sociales présentes dans le Nord de l'arrondissement et dans le Sud afin de développer le partage des expériences inter-quartier
- Profiter de la dynamique de rénovation urbaine pour soutenir les dispositifs de démocratie participative qui inciteraient les habitants à s'impliquer davantage dans les enjeux de la transformation de leurs quartiers et d'adapter ces enjeux en conséquence
- Trouver la bonne échelle de l'action sociale, "sortir" des quartiers prioritaires et inscrire l'action sociale sur un espace élargi aux territoires administratifs limitrophes (le 14ème arrondissement, et les villes au Sud comme Ivry ou le Kremlin-Bicêtre par exemple)
- Développer le lien intergénérationnel : Faire cohabiter différentes générations au sein d'un même quartier permettrait aussi de réduire les fractures socio-spatiales et de prévenir l'isolement collectif des populations âgées.

ACTEURS

- Collectivité parisienne
- Bailleurs sociaux
- Caf de Paris
- Centres d'animation
- Acteurs associatifs
- Conseils de quartier/conseils citoyens
- Sociétés d'économie mixte d'aménagement
- Centres sociaux